ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 28 mars 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le Code des droits de succession, le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le Code des droits de timbre", a donné le 6 avril 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e maart 1967 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het Wetboek der successierechten, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en van het Wetboek der zegelrechten", heeft de 6e april 1967 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet se fonde sur l'article 2, § 4, de la loi du 31 mars 1967 qui permet au Roi d'apporter des modifications à quatre séries d'articles, respectivement :

- du Code des droits de succession,
- du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe,
- du Code des droits de timbre,
- du Code des taxes assimilées au timbre.

Selon le prescrit du § 6 du même article, l'arrêté en projet devrait être précédé d'un arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 2, § 4, de la loi.

En vertu du même § 6, cet arrêté doit être pris "sur proposition du Conseil des Ministres". L'exigence de pareille proposition implique en principe l'accord de tous les Ministres et cette unanimité ne pourra être constatée que par le contreseing de chacun d'eux.

II. Conformément à la pratique suivie lors de l'application des lois de pouvoirs spéciaux des 31 juillet et 7 décembre 1934, 15 et 30 mars 1935 et 1er mai 1939, le Conseil d'Etat recommande d'identifier par un numéro, les arrêtés royaux qui seront pris en vertu de la loi d'habilitation.

Il est souhaitable que le numéro soit inséré dans l'intitulé lui-même.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

A l'alinéa 1er du préambule, il convient d'écrire :

"Vu la loi du 31 mars 1967 attribuant ... , notamment l'article 2, § 4; ".

Cette mention doit être suivie de celle de l'arrêté royal mettant en vigueur cet article 2, § 4 (voir observation générale I).

Les alinéas 2 et 3 du préambule doivent être omis et remplacés par la mention :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat".

Modifications au Code des droits de succession.

Article 2.

Pour répondre à la présentation de l'article 13 originel du Code (Moniteur belge du 7 avril 1936), il convient d'écrire : "Les mots "8, 2e alinéa" sont remplacés par les mots "8, 5e alinéa".

Article 3.

Cet article ajoute à l'article 25 du Code une phrase subordonnée : "qui constitue le point de départ du délai, fixé par l'article 40, pour le dépôt de la déclaration".

.../...

Cette phrase relative se rapporte aux mots "jour du jugement, de la transaction ou de l'événement".

Il conviendrait, dès lors, de placer une virgule après le mot "événement".

La référence à l'article 40 devrait être précisée en visant l'article 40, alinéa 4.

Article 5.

Dès que l'actif successoral a été accru par le gain d'un procès en première instance, une déclaration complémentaire doit être déposée. Si le jugement est réformé et la consistance de l'actif réduite, l'héritier pourra obtenir la restitution des droits payés moyennent le dépôt d'une nouvelle déclaration, en application de l'article 135, 4°, du Code.

+

L'alinéa 4 de l'article 40 n'ayant pas été modifié par la loi du 9 mai 1959, il convient d'omettre les mots : "modifié par la loi du 9 mai 1959".

Article 7.

Le liminaire suivant est proposé :

"Article 7.-

L'article 46 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n°65 du 29 novembre 1939, l'arrêté-loi du 4 mai 1940 et la loi du 16 juin 1947, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 46. - ... ".

.../...

Article 9.

La phrase liminaire devrait préciser que les nouvelles dispositions sont remplacées dans l'article 52^2, alinéa 2.

+

Cet article rend plus sévères les conditions permettant à l'enfant adoptif d'être considéré comme légitime pour l'application des droits de succession.

Le rapport au Roi explique la modification du 2° de l'article 52^2 du Code de la manière suivante :

> "Par définition, le terme "orphelin" exprime l'idée qu'il s'agit d'un enfant qui à cause de son jeune âge n'est pas capable de faire face aux difficultés courantes de la vie".

Il convient d'observer que cette définition n'a pas été admise par la Cour de cassation dans l'arrêt du 7 octobre 1965 suivi par l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, Chambres réunies, du 28 juin 1966 (Tijds.Not. 1966, p. 236).

Le nouveau texte proposé par le Gouvernement n'a donc pas pour objet de dissiper une équivoque mais bien de modifier le sens actuel de la disposition.

Le 2° de l'article 52^2 du Code serait plus clairement rédigé ainsi qu'il suit :

"2° lorsque, au moment de l'adoption, il n'avait pas atteint l'âge de vingt et un ans et était soit pupille de l'assistance publique, soit orphelin d'un père mort pour la Belgique; ".

+

.../...

La nouvelle disposition que l'article 9 du projet introduit à la place de l'article 52^2, alinéa 2, 3°, du Code des droits de succession vise à assimiler à l'enfant légitime l'enfant adoptif qui a été à la charge exclusive de l'adoptant pendant six années ininterrompues au moins de sa minorité.

A cet égard, la loi fiscale n'entend accorder la faveur du taux réduit pour les donations et les successions que lorsque l'adoption répond aux conceptions antérieures à la loi du 22 mars 1940. Le texte de l'article 345, alinéa 1er, du Code civil en vigueur avant cette loi était rédigé comme suit :

> "La faculté d'adopter ne pourra être exercée qu'envers l'individu à qui l'on aura, dans sa minorité et pendant six ans au moins, fourni des secours et donné des soins non interrompus, ou envers celui qui aurait sauvé la vie à l'adoptant, soit dans un combat, soit en le retirant des flammes ou des flots".

Le rapport au Roi précise que pour toutes les adoptions qui ont eu lieu sous le régime de cette disposition, les intéressés bénéficient sans nouveau contrôle de la faveur de l'assimilation aux héritiers en ligne directe.

Lorsque les conditions prévues à l'article 345 du Code civil furent assouplies par la loi du 22 mars 1940, le législateur reprit les anciennes conditions d'adoption dans la loi fiscale, estimant que l'assimilation de l'enfant adoptif à l'enfant légitime pour la perception des droits d'enregistrement et de succession devait demeurer réservée à celui qui avait reçu pendant six ans des secours et des soins non interrompus.

.../...

Le projet entend renforcer les conditions prévues en exigeant que l'enfant adoptif ait été "à la charge exclusive" de l'adoptant et ce "pendant six années ininterrompues au moins".

Ces deux modifications posent divers problèmes.

Tout d'abord, le texte nouveau ne pourra plus s'appuyer sur la longue jurisprudence qui, avant 1940, avait fait application du même texte figurant à l'article 345, alinéa ler, du Code civil.

Ensuite l'exigence d'avoir supporté la charge exclusive de l'adopté constitue une condition plus sévère que les secours et soins que donnent normalement un père et une mère à leur enfant. En effet, l'adopté pourrait avoir bénéficié pendant sa minorité de l'intervention d'un autre parent ou d'une institution qui aurait payé une partie des frais d'études ou d'un long séjour dans un établissement de soins. L'adopté pourrait aussi avoir eu des ressources personnelles qui ont contribué partiellement à son entretien, ou encore avoir bénéficié d'une pension alimentaire couvrant une partie de sa subsistance. Dans tous ces cas, l'adoptant n'aura pas supporté la charge "exclusive" de l'adopté pendant "six années ininterrompues".

Par la voix de ses délégués, le Gouvernement se défend de vouloir atteindre cette rigueur. Dans tous les cas ci-avant exposés, l'adopté sera assimilé à un enfant légitime. Il en serait même ainsi si l'enfant recueilli et élevé au foyer de l'adoptant avait bénéficié de ressources personnelles suffisant à assurer complètement son entretien et son éducation. Ce qui compte, c'est que l'adoptant se soit comporté comme l'aurait fait le père naturel. La sollicitude

humaine paraît, aux yeux du Gouvernement, plus importante que toute contribution financière lorsque ces deux formes d'intervention doivent être mises en balance.

Ces conceptions ne répondent pas au texte proposé et ne trouvent aucun écho dans le rapport au Roi. Il est dès lors à craindre que la jurisprudence tant administrative que judiciaire applique dans son sens littéral la notion de "charge exclusive", qui ne comporte ni obscurité ni ambiguïté. Celle-ci présente, au contraire, un caractère absolu qui exclut toute intervention venant d'un tiers, toute participation provenant des revenus de l'enfant adopté.

Quant à l'intention exprimée par les délégués du Gouvernement d'appliquer le texte en tempérant la rigueur de l'expression "charge exclusive" pour aligner les soins donnés par l'adoptant sur ceux des parents naturels, le Ministre des Finances n'a pas ce pouvoir :

il ne peut modérer l'application d'une disposition qui lui donne un droit de créance certain au profit du Trésor.

Si le Gouvernement a la volonté de traiter l'enfant adoptif comme l'enfant légitime lorsque le premier a reçu de l'adoptant, les mêmes soins que le second de ses parents naturels, il conviendrait de rédiger le texte du Code de manière à tempérer ce que l'expression de "charge exclusive" peut avoir d'excessif et de modifier en conséquence le rapport au Roi.

.../...

Il est dès lors proposé de rédiger le nouvel article 52^2, alinéa 2, 3°, ainsi qu'il suit :

"3° lorsqu'il a, dans sa minorité et pendant six années ininterrompues, reçu exclusivement de l'adoptant ou éventuellement de l'adoptant et de son conjoint ensemble, les secours et les soins que les enfants légitimes reçoivent normalement de leurs parents".

+

L'observation qui précède vaut également pour la modification que l'article 20 du projet apporte à l'article 132^2, alinéa 2, 3°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Article 10.

Le liminaire suivant est proposé :

"Article 10.-

L'article 54 du même arrêté, modifié par les lois du 14 août 1947 et du 10 novembre 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 54. ... ".

.../...

Modifications au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Article 15.

Il est proposé d'indiquer les modifications déjà subies par les articles que l'article 15 du projet entend modifier et d'écrire :

"1° A l'article 11, alinéa 3, modifié par la loi du 9 mai 1959, ...

2° ...

3° A l'article 61[1], alinéa ler, ...

4° A l'article 62, modifié par la loi du 3 février 1959,...

5° A l'article 72 alinéa 2, modifié par la loi du 26 juillet 1952, ...

6° A l'article 141, alinéa ler, modifié par les lois du 23 décembre 1958 et du 9 mai 1959, ...

7° A l'article 153, alinéa ler, modifié par la loi du 9 mai 1959, ...

8° A l'article 154, alinéa ler, modifié par la loi du 9 mai 1959, ...

9° A l'article 155, alinéas ler et 2, modifiés par la loi du 9 mai 1959, ...

10° A l'article 157, modifié par la loi du 14 août 1947, le tarif, modifié par la loi du 9 mai 1959, est remplacé par le suivant : " ... "

11° A l'article 270[1], alinéas 3 et 4, modifiés par la loi du 12 juillet 1960, ...

12° A l'article 271, modifié par la loi du 12 juillet 1960,...

13° A l'article 272, alinéa 1er, modifié par la loi du 12 juillet 1960, ...

14° A l'article 275, modifié par la loi du 9 mai 1959, ...

15° A l'article 276, modifié par la loi du 9 mai 1959, ...

16° A l'article 277, alinéa 1er, modifié par la loi du 3 juillet 1956, ...

17° A l'article 278, alinéa 1er, modifié par la loi du 18 mars 1965, ... ".

Article 17.

Pour éviter le changement de numérotage de l'article 92,le liminaire suivant est proposé :

"Article 17.-

Un article 92bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 92bis. ... ".

Le nouvel article serait plus clairement rédigé si l'on supprimait au début du texte les mots "du bénéfice",qui sont inutiles,et à la fin du texte les mots : "situé en Belgique",qui sont susceptibles de créer une confusion.

Article 18.

L'article 93 du Code, dans sa version actuelle, prévoit que le droit d'enregistrement est liquidé sur le montant en principal de la somme pour laquelle l'hypothèque, le gage ou le privilège agricole est constitué.

.../...

Pour accroître la base imposable, le projet prévoit le calcul du droit sur le montant des sommes garanties, de manière telle que les accessoires éventuels de la créance pour lesquels une inscription est prise seront inclus dans cette base.

Cependant, sans qu'une estimation doive en être faite, la loi hypothécaire prévoit que la garantie est légalement acquise aux intérêts, à concurrence de trois années (article 87 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851).

Comme il n'entre pas dans l'intention du Gouvernement de faire payer le droit sur les trois années d'intérêts légalement garantis, le texte de l'article 93 devrait être complété par les mots : "à l'exclusion des intérêts ou arrérages de trois années garantis par l'article 87 de la loi du 16 décembre 1851".

Article 20.

Voir les observations formulées sous l'article 9.

La phrase liminaire devrait préciser que les 2° et 3° sont remplacés dans l'article 132^2, alinéa 2.

.../...

Article 23.

Le projet supprime la restitution à concurrence des neuf-dixièmes du droit d'enregistrement perçu sur la revente d'un immeuble, qui intervient dans les trois mois de la première acquisition. Le projet réduit à six mois le délai de deux ans en-deçà duquel la revente d'un immeuble entraînait la restitution du droit d'enregistrement à concurrence de la moitié.

En outre, si le point d'aboutissement du délai demeure inchangé, à savoir la date de l'acte authentique constatant la revente de l'immeuble, en revanche le projet modifie le point de départ du délai en le fixant non plus à la date de l'acte d'acquisition , mais bien à la date de la convention d'acquisition.

Selon les déclarations faites par le délégué du Gouvernement, cette date sera celle où la vente de l'immeuble est devenue parfaite par l'accord des volontés des parties. Il peut s'agir d'une convention écrite faite sous seing privé. Mais ce peut être également un accord verbal.

.../...

Modifications au Code des droits de timbre.

Article 26.

Le texte suivant est proposé :

"Article 26.-

1° A l'article 7, modifié par la loi du 9 mai 1959, le droit de 40 francs est porté à 80 francs.

2° A l'article 8, première phrase, modifiée par la loi du 9 mai 1959, ...

3° A l'article 9, modifié par la loi du 9 mai 1959, ...

4° A l'article 10, modifié par la loi du 9 mai 1959,...

5° A l'article 11, première phrase, modifiée par la loi du 9 mai 1959, ...

6° A l'article 21, modifié par les lois du 9 mai 1959 et du 14 avril 1965, ...

7° A l'article 38, modifié par la loi du 9 mai 1959, ... ".

Article 27.

Le liminaire suivant est proposé :

"Article 27.-

L'article 4 du même arrêté, modifié par les lois du 9 mai 1959 et du 5 juillet 1963, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. ... ".

.../...

Article 28.

Le liminaire suivant est proposé :

"Article 28.-

L'article 5 du même arrêté, modifié par les lois du 9 mai 1959 et du 5 juillet 1963, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. ... ".

Article 30.

Le texte suivant est proposé :

"Article 30.-

A l'article 14, alinéa 3, du même arrêté, le 3° est abrogé".

Article 33.

Le deuxième alinéa du nouvel article 32 du Code serait plus simplement rédigé comme suit :

"Pour l'application de l'article 4, alinéa 2, et de l'article 5, alinéa 2, tout groupe de quatre pages commencé est compté pour un groupe entier".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp is gegrond op artikel 2, § 4, van de wet van 31 maart 1967 krachtens hetwelk de Koning wijzigingen kan aanbrengen in vier reeksen artikelen, onderscheidenlijk :

- van het Wetboek der successierechten,
- van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten,
- van het Wetboek der zegelrechten,
- van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen.

Volgens het voorschrift van § 6 van hetzelfde artikel, zou het ontwerp-besluit moeten worden voorafgegaan door een koninklijk besluit tot vaststelling van de datum waarop artikel 2, § 4, van de wet in werking treedt.

Krachtens dezelfde § 6 moet dat besluit worden vastgesteld "op voorstel van de Ministerraad". Een zodanig voorstel eisen, impliceert in beginsel dat alle Ministers het eens zijn en die eenparigheid kan maar blijken als ieder van hen het besluit mede ondertekent.

II. De Raad van State geeft in overweging, de koninklijke besluiten die krachtens de machtigingswet zullen worden vastgesteld, te nummeren zoals gedaan werd bij de toepassing van de volmachtwetten van 31 juli en 7 december 1934, 15 en 30 maart 1935 en 1 mei 1939.

Het is geraden het nummer op te nemen in het opschrift zelf.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

In het eerste lid dient te worden gelezen :

"Gelet op de wet van 31 maart 1967 tot toekenning ..., inzonderheid op artikel 2, § 4;".

Daarna moet melding worden gemaakt van het koninklijk besluit dat bedoeld artikel 2, § 4, in werking stelt (zie algemene opmerking I).

Het tweede en het derde lid moeten vervallen en worden vervangen door de vermelding :

"Gelet op het advies van de Raad van State".

Wijzigingen aan het Wetboek der successierechten.

Artikel 2.

Ter wille van de overeenstemming met het oorspronkelijke artikel 13 van het Wetboek (Belgisch Staatsblad van 7 april 1936), leze men "worden de woorden "8, 2e alinea" vervangen door "8, 5e alinea".

Artikel 3.

Dit artikel voegt aan artikel 25 van het Wetboek een bijzin toe : "die het uitgangspunt vormt van d termijn die bij artikel 40 is bepaald voor de inleveri van de aangifte".

.../...

Antecedent van die betrekkelijke zin zijn de woorden "de dag van het vonnis, van de dading of van de gebeurtenis".

In de Franse tekst plaatse men dan ook een komma na het woord "événement".

De verwijzing naar artikel 40 zou moeten worden gepreciseerd, namelijk artikel 40, vierde lid.

Artikel 5.

Als het actief van de nalatenschap vermeerderd is door het winnen van een rechtsgeding in eerste aanleg, moet een aanvullende aangifte worden ingediend. Wordt het vonnis teniet gedaan en het actief verminderd, dan kan de erfgenaam op grond van artikel 135, 4°, van het Wetboek teruggave van de betaalde rechten verkrijgen mits hij een nieuwe aangifte indient.

De wet van 9 mei 1959 heeft het vierde lid van artikel 40 niet gewijzigd; de woorden "gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959" dienen dus te vervallen.

Artikel 7.

Voorgesteld wordt, de inleidende volzin als volgt de lezen :

"Artikel 7.-

Artikel 46 van hetzelfde besluit, gewijzigd het koninklijk besluit nr. 65 van 29 november 1939, de besluitwet van 4 mei 1940 en de wet van 16 juni 1947

/

wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 46. ...".

Artikel 9.

De inleidende volzin zou duidelijk moeten stellen, dat de nieuwe bepalingen in artikel 52^2, tweede lid, komen te staan.

+

Dit artikel verscherpt de voorwaarden waaronder het aangenomen kind voor de toepassing van de successierechten als wettig kan worden beschouwd.

Het verslag aan de Koning verklaart de wijziging van artikel 52^2, 2°, van het Wetboek als volgt :

> "Uiteraard drukt het woord "wees" het begrip uit van een kind dat wegens zijn jeugdige leeftijd niet bekwaam is om het hoofd te bieden aan de gewone moeilijkheden van het leven".

Op te merken valt, dat het Hof van cassatie die definitie niet aangenomen heeft in het arrest van 7 oktober 1965, waarop het arrest is gevolgd van het Hof van beroep te Brussel, Verenigde kamers, van 28 juni 1966 (Tijds. Not. 1966 blz. 236).

De door de Regering voorgestelde nieuwe tekst heeft dus niet tot doel een "twijfel weg te nemen", maar wel de huidige betekenis van de bepaling te wijzigen.

.../...

De tekst onder 2° van artikel 52^2 van het Wetboek zou duidelijker als volgt geredigeerd zijn :

"2° wanneer het, op het tijdstip van de aanneming, de leeftijd van eenentwintig jaar niet had bereikt en ofwel pupil van de openbare onderstand, ofwel wees van een voor België gestorven vader was;".

+

De nieuwe bepaling welke artikel 9 van het ontwerp invoegt in de plaats van artikel 52^2, tweede lid, 3°, van het Wetboek der successierechten, bedoelt het aangenomen kind dat gedurende ten minste zes onafgebroken jaren van zijn minderjarigheid uitsluitend ten laste van de aannemende is geweest, gelijk te stellen met het wettig kind.

In dat opzicht wil de belastingwet het verlaagde tarief voor schenkingen en erfenissen slechts toestaan als de aanneming beantwoordt aan de opvattingen van vóór de wet van 22 maart 1940. Artikel 345, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek luidde in de tekst die vóór die wet van kracht was, als volgt :

> "Het recht om iemand als kind aan te nemen kan niet uitgeoefend worden dan ten opzichte van hem aan wie men tijdens zijn minderjarigheid en gedurende ten minste zes jaar aanhoudend onderstand verschaft en verzorging gegeven heeft of ten opzichte van hem door wie de aannemende persoon hetzij in een gevecht, hetzij uit het vuur of uit het water gered werd".

Het verslag aan de Koning verklaart, dat voor alle aannemingen die onder de gelding van die bepaling zijn verricht, "de betrokken personen het voordeel van de fiscale gelijkstelling met erfgenaam in de rechte lijn genieten zonder verder onderzoek".

.../...

Toen de wet van 22 maart 1940 de voorwaarden van artikel 345 van het Burgerlijk Wetboek soepeler maakte, nam de wetgever de vroegere aannemingsvoorwaarden in de belastingwet over, omdat hij oordeelde, dat de gelijkstelling van aangenomen kind met wettig kind terzake van de heffing van registratie- en successierechten voorbehouden moest blijven voor het kind dat zes jaar lang aanhoudend bijstand en verzorging had gekregen.

Het ontwerp bedoelt strengere voorwaarden te stellen. Het eist dat het aangenomen kind "uitsluitend ten laste is geweest van de aannemende persoon" en wel "gedurende ten minste zes jaar, niet onderbroken".

Bij die twee wijzigingen doen zich een paar problemen voor.

De nieuwe tekst zal niet meer kunnen steunen op de jarenlange rechtspraak die vóór 1940 de overeenkomstige tekst van artikel 345, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek toepaste.

Wanneer vervolgens gesteld wordt, dat het aangenomen kind uitsluitend ten laste van de aannemende moet zijn geweest, wordt veel meer geëist dan de bijstand en de verzorging welke ouders normaal aan hun kind verschaffen. Een aangenomen kind kan gedurende zijn minderjarigheid geholpen zijn door een andere bloedverwant of een instelling, die bijvoorbeeld een deel van zijn studies of een lang verblijf in een verzorgingsinstelling kan hebben bekostigd. Het kan een persoonlijk inkomen hebben gehad of een uitkering tot levensonderhoud hebben ontvangen, waarmede gedeeltelijk in zijn onderhoud is voorzien. In al die gevallen zal de aannemende het aangenomen kind niet "uitsluitend" ten laste hebben gehad gedurende "zes jaar, niet onderbroken".

Bij monde van haar gemachtigden ontkent de Regering dat het in haar bedoeling zou liggen zo streng te zijn. In alle hiervorenbedoelde gevallen zal het aangenomen kind met een wettig kind worden gelijkgesteld, zelfs als het door de aannemende persoon bij hem thuis opgenomen en opgevoede kind voldoende eigen inkomsten mocht hebben om volledig in zijn onderhoud en opvoeding te voorzien. Van belang is, dat de aannemende zich zo heeft gedragen als de natuurlijke vader zou hebben gedaan. De zorg om de evenmens is in de ogen van de Regering belangrijker dan enige financiële bijdrage , als het erom gaat die twee tegen elkaar af te wegen.

Die opvattingen stroken niet met de ontwerp-tekst en vinden geen weerklank in het verslag aan de Koning. Derhalve moet worden gevreesd dat zowel de administratieve als de gewone rechtspraak een letterlijke uitlegging gaan geven aan het begrip "uitsluitend ten laste", dat noch duister, noch dubbelzinnig is, maar integendeel absoluut is en namelijk iedere hulp van een derde, iedere bijdrage uit de inkomsten van het aangenomen kind uitsluit.

Wat nu het door de gemachtigden van de Regering te kennen gegeven voornemen betreft om bij de toepassing van de tekst de term "uitsluitend ten laste" zo te verzachten, dat de door de aannemende bestede zorgen op dezelfde voet worden gesteld als die vanwege de natuurlijke ouders, die bevoegdheid heeft de Minister van Financiën niet : de toepassing van een bepaling, die hem een vaststaande schuldvordering ten bate van 's Lands kas verleent, mag hij niet milderen.

Wenst de Regering het aangenomen kind als een wettig kind te behandelen als het vanwege de aannemende dezelfde verzorging heeft gekregen als het wettig kind van zijn natuurlijke ouders, dan behoort de tekst van het Wetboek zo te worden geredigeerd dat het overdrevene in de term "uitsluitend ten laste" wordt verzacht, en dient het verslag aan de Koning dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Daarom wordt voorgesteld het nieuwe artikel 52^2, tweede lid, 3°, als volgt te lezen :

.../...

"3° wanneer het, tijdens zijn minderjarigheid en gedurende ten minste zes onafgebroken jaren,uitsluitend van de aannemende persoon of eventueel van hem en zijn echtgenoot tezamen de hulp en de verzorging heeft gekregen welke wettige kinderen normaal van hun ouders krijgen".

De hiervoren gemaakte opmerking geldt ook voor de wijziging welke artikel 20 van het ontwerp aanbrengt in artikel 132^2 , tweede lid, 3°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Artikel 10.

De inleidende volzin leze men zo :

"Artikel 10.-

Artikel 54 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 14 augustus 1947 en 10 november 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 54. ... ".

Wijzigingen aan het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Artikel 15.

Voorgesteld wordt ook de wijzigingen op te geven die reeds aangebracht zijn in de artikelen, welke artikel 15 van het ontwerp bedoelt te wijzigen. Men leze de tekst dan als volgt :

.../...

"Artikel 15.-

In het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 11, derde lid, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...

2° ...

3° In artikel 61^1 , eerste lid, ...

4° In artikel 62, gewijzigd bij de wet van 3 februari 1959, ...

5° In artikel 72, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 26 juli 1952, ...

6° In artikel 141, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1958 en 9 mei 1959, ...

7° In artikel 153, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...

8° In artikel 154, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...

9° In artikel 155, eerste en tweede lid, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...

10° In artikel 157, gewijzigd bij de wet van 14 augustus 1947, wordt het bij de wet van 9 mei 1959 gewijzigde tarief door het volgende vervangen :"..."

11° In artikel 270^1 , derde en vierde lid, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1960, ...

12° In artikel 271, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1960, ...

13° In artikel 272, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1960, ...

.../...

14° In artikel 275, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...

15° In artikel 276, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...

16° In artikel 277, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 3 juli 1956, ...

17° In artikel 278, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 18 maart 1965, ... ".

Artikel 17.

Opdat artikel 92 niet moet worden vernummerd, leze men de inleidende volzin als volgt :

"Artikel 17.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 92bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 92bis._ ... ".

Het nieuwe artikel zou duidelijker gesteld zijn als vooraan in de tekst de overbodige woorden "van het voordeel" en aan het slot van de tekst de woorden "in België gelegen", die verwarring kunnen stichten, werden geschrapt.

Artikel 18.

In zijn huidige versie bepaalt artikel 93 van het Wetboek dat het registratierecht wordt vereffend "op het hoofdbedrag van de som waarvoor de hypotheek, het pand of het landbouwvoorrecht gevestigd is".

.../...

Om de belastbare grondslag te verhogen, bepaalt het ontwerp dat het recht wordt berekend op het bedrag van de sommen die gewaarborgd zijn, zodat het eventuele toebehoren van de schuldvordering waarvoor een inschrijving wordt genomen, in die grondslag begrepen zal zijn.

Zonder dat een schatting moet plaatshebben, bepaalt de hypotheekwet nochtans dat de waarborg wettelijk verkregen is voor de interesten voor drie jaren (artikel 87 van de hypotheekwet van 16 december 1851).

Daar het niet in de bedoeling van de Regering ligt, het recht te laten betalen op de voor drie jaren wettelijk gewaarborgde interesten, zou de tekst van artikel 93 moeten worden aangevuld met de woorden "met uitsluiting van de interesten of rentetermijnen van drie jaren, die gewaarborgd zijn door artikel 87 van de wet van 16 december 1851".

Artikel 20.

Zie de opmerkingen onder artikel 9.

De inleidende volzin zou nader moeten bepalen dat het nieuwe 2° en 3° komt in artikel 132^2, tweede lid.

Artikel 23.

Het ontwerp maakt een einde aan de teruggaaf ten belope van negen tiende van het registratierecht dat geheven wordt wanneer een onroerend goed binnen drie maanden na de eerste verkrijging weder verkocht wordt. Het vermindert tot zes maanden de termijn van twee jaar beneden welke de wederverkoop van een onroerend goed aanleiding gaf tot teruggaaf van het registratierecht ten belope van de helft.

.../...

Het ontwerp brengt geen verandering in het eindpunt van de termijn, namelijk de datum van de authentieke akte die de wederverkoop van het onroerend goed constateert, maar als uitgangspunt van de termijn neemt het niet meer de datum van de akte van verkrijging maar de datum van de overeenkomst tot verkrijging.

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, gaat het om de datum waarop de verkoop van het onroerend goed voltrokken is door de wilsovereenstemming tussen partijen : een onderhandse schriftelijke overeenkomst, of ook nog een mondeling akkoord.

Wijzigingen aan het Wetboek der zegelrechten.

Artikel 26.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 26.-

1° In artikel 7, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, wordt het recht van 40 frank gebracht op 80 frank.

2° In artikel 8, eerste volzin, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...

3° In artikel 9, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...

4° In artikel 10, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...

5° In artikel 11, eerste volzin, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...

6° In artikel 21, gewijzigd bij de wetten van 9 mei 1959 en 14 april 1965, ...

7° In artikel 38, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959, ...".

Artikel 27.

De inleidende volzin leze men als volgt :

"Artikel 27.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 9 mei 1959 en 5 juli 1963, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 4. ... ".

Artikel 28.

De inleidende volzin leze men zo :

"Artikel 28.-

Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 9 mei 1959 en 5 juli 1963, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5. ... ".

Artikel 30.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 30.-

In artikel 14, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het 3° opgeheven".

.../...

Artikel 33.

Een eenvoudiger lezing voor het tweede lid van het nieuwe artikel 3a van het Wetboek zou zijn :

"Voor de toepassing van artikel 4, tweede lid, en van artikel 5, tweede lid, telt elke begonnen groep van vier bladzijden voor een gehele groep".

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : R. PIRSON, assesseurs de la
de Heren : section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.